

PS

# La Plume à gauche

Périodique d'information du PS de Woluwe-St-Pierre

Rentrée 2008

## Le mot du Président

### De la Belgique et de son avenir... en 2009

#### **De l'histoire à la régionalisation**

En s'adressant au Roi Albert Ier le 24 août 1912, « Sire (...), laissez-moi Vous dire la vérité, la grande et horrifiante vérité: il n'y a pas de Belges », Jules Destrée avait-il pressenti les heures sombres que le pays vit actuellement. La Belgique est pour lui francophone. La bourgeoisie flamande (comme la plupart des bourgeoisies européennes) est francophone et les premières revendications identitaires naissent des masses populaires dès 1840. Ni le wallon, ni le flamand ne sont reconnus comme langue officielle.

Jules Destrée craint que les revendications flamandes ne mettent en danger l'unité de la Belgique. Non pas temps du côté flamand, ce qu'il craint est une radicalisation du côté wallon et une séparation unilatérale francophone face aux soubresauts vindicatifs flamands.

Le premier projet de régionalisation de la Belgique date de 1917 et il est l'œuvre du général prussien Von Bissing, gouverneur militaire de la Belgique occupée. Dans un courrier adressé à Guillaume II, roi régnant de Prusse, il en trace les grandes lignes. En voici quelques extraits

« Conformément aux indications de Votre Majesté, j'applique toute mon énergie à développer le plus rapidement possible la politique flamande ordonnée par Votre Majesté. [...] j'ai institué une commission qui doit préparer la division de l'ancien royaume de Belgique en partie flamande et partie wallonne. Comme premier pas, j'ai [...] divisé, par ordonnance du 21 écoulé, le territoire du gouvernement général en deux régions administratives, une flamande et une wallonne. En prenant pour base la limite linguistique, ces deux territoires sont bornés par les frontières des provinces et il n'y a que le Brabant qui sera divisé en deux.

A mesure que l'avancement des travaux le permettra, les ministères wallons seront transférés à Namur, tandis que les Flamands resteront à Bruxelles.

Les espérances fondées sur la création d'une Flandre délivrée de l'influence des Wallons seront, espérons-le, réalisées et serviront alors certainement les intérêts allemands [...]. »

En 1930, Léon Degrelle prend la direction de la maison d'édition Christus-Rex de l'Association Catholique de la Jeunesse Belge. Il la transformera en parti politique d'extrême droite francophone puis en mouvement collaborationniste durant la Seconde Guerre mondiale.

Deux décennies se sont écoulées depuis le projet de Von Bissing avant de retrouver en 1937 dans le journal rexiste 'Le Pays réel', le texte de l'accord conclu entre le président de REX et le président du V.N.V., l'extrême droite nationaliste flamande. "Rex défend le programme suivant : la transformation du régime unitaire belge en un Etat fédéral."

En 1980, la pièce était jouée mais peu aujourd'hui se souviennent des initiateurs, peu recommandable il est vrai, du projet.

Parallèlement aux revendications autonomistes régionales, les revendications linguistiques se concrétisent progressivement dès 1930 vers l'unilinguisme de la Flandre et de la Wallonie.

Au sortir de la seconde guerre mondiale, la Question royale et les procès pour collaboration avec l'ennemi radicalisent un peu plus les deux grandes communautés du pays. La guerre scolaire est peut-être la dernière passe d'armes sur une base idéologique et non linguistique. Résolue, les tensions communautaires reprennent pour aboutir en 1962 à la fixation des frontières linguistiques dans une loi.

La crise de l'université de Louvain et la scission du Parti Social Chrétien en 2 partis autonomes ouvrent la voie à la communautarisation et à la régionalisation de la Belgique.

## **De la régionalisation à « de nouvelles formes de vivre ensemble dans notre pays » ou au ... séparatisme.**

En 1970, la Belgique se lança dans une révision constitutionnelle instaurant trois communautés culturelles, française, néerlandaise et allemande. Mais la Belgique était encore unitaire, puisque les Conseils (Parlement) ne disposaient pas d'un exécutif (gouvernement) propre. Ce fut réalisé en 1980. Cette date est essentielle dans l'histoire de notre pays. Cette réforme institutionnelle marque la fin de la Belgique unitaire. Suivront les réformes institutionnelles de 1988, de 1993, de 2001.

Depuis les élections fédérales de juin 2007, le pays est dans l'impasse. Entre les « on n'est demandeur de rien » et les « on est demandeurs de tout », les points de vue semblent inconciliables. Aujourd'hui, à moins d'un an des élections régionales et ce n'est pas un scoop, sans doute des élections fédérales anticipées, peu de femmes et d'hommes politiques n'osent s'aventurer sur le paysage institutionnel de la Belgique de demain.

Si les élections régionales devaient se dérouler sans être couplées à des fédérales ou sans garantie d'une réforme de l'Etat, soyez certains que les partis politiques du Nord du pays, axeront leur programme politique uniquement sur le volet communautaire, radicalisant un peu plus l'électeur du sud qui comme le martèle à longueur d'années sa classe politique, paie une petite voiture à chaque famille wallonne. Aucun parti néerlandophone ne montera dans un exécutif fédéral en 2009 sans réforme institutionnelle ou sans garantie pour l'exécution de celle-ci dans un avenir relativement proche. Le grand perdant sera Bruxelles dont la manne financière est dépendante du pouvoir fédéral.

La volonté néerlandophone de diviser les francophones en proposant de cogérer Bruxelles avec la Wallonie, ne semble heureusement pas avoir rencontré l'écho escompter. Et si pour Bart De Wever, Bruxelles n'est que l'enfant de la Flandre et de la Wallonie, il doit savoir que les enfants grandissent et un jour s'émancipent.

Et le sentiment d'arrogance qu'imputent les néerlandophones à l'égard des francophones de Belgique, est également présent en Wallonie à l'égard des bruxellois. Et les propos de Jules Destrée « (Les Bruxellois ont ) additionné les défauts des deux races (flamande et wallonne), en perdant leurs qualités » ont encore un certain écho en Wallonie même si les temps ont bien changé. Cette perception négative du Bruxellois même flamand est également présent en Flandre. Nombreux sont les ministres flamands du gouvernement bruxellois qui sont marginalisés dans leur parti et se voient traiter de mauvais flamand au motif qu'ils ne relaient pas suffisamment les revendications

communautaires flamandes, sauf Madame Brigitte Grouwels, qui en bonne gardienne de l'ostracisme du CD&V, lui donne des gages en garantie.

A ce jour, si Bruxelles sera bien représentée au sein de la future structure responsable « dialogue interinstitutionnel », le rapport des 3 médiateurs qui doit encore être approfondi, ne spécifie pas encore qu'elle sera le poids respectif de chaque entité fédérée. Voilà bien un point auquel nous bruxellois devrions porter une attention toute particulière.

Quoiqu'il en soit, même si demain des compétences fédérales seront régionalisées, au regard de l'évolution institutionnelle de notre pays depuis un siècle, cette période ne sera sans nul doute que transitoire puisqu'un pourcentage toujours croissant de la classe politique au Nord du pays, prône l'indépendance de la Flandre.

Il est temps que les francophones imaginent l'avenir de la Belgique non seulement dans un cadre encore et toujours fédéral même réduit à peu de chagrin mais hélas également comme une entité autonome dans le grand concert des nations. Il est temps également que les Bruxellois imaginent leur avenir avec un statut de Région à part entière au sein de l'édifice institutionnel belge à venir, soit comme structure associée à l'Etat Wallon ou comme structure indépendante au même titre que la Flandre et la Wallonie, voire associée avec un autre Etat. Dans ce grand marchandage institutionnel, il ne faudra pas oublier nos amis des communes à facilités même si pour certains politiques francophones, cette périphérie bourgeoise n'a que peu de considération à leurs yeux. Le sort des citoyens de ces communes à majorité francophone est avant tout symbolique mais le sort qui leur sera réservé sera sans doute à l'image de celui qui sera réservé dans un avenir pas si lointain au bruxellois.

Et pour consolider et garantir l'autonomie de la région bruxelloise, pourquoi ne pas imaginer y englober un certain nombre de communes néerlandophones hors facilités pour parvenir à la création d'une nouvelle région bruxelloise territorialement plus grande et plus équilibrée linguistiquement.

Et les bruxellois que pensent-ils de leur avenir ?

## **En conclusion**

S'il semble que la machine politique belge pourra se traîner jusqu'aux régionales de juin 2009, il est évident que la campagne régionale ne portera au Nord que sur l'aspect communautaire.

Du côté francophone, espérons que nos dirigeants politiques auront eu le temps de se pencher sur la question. L'électeur bruxellois en cette période de transition et d'incertitude sera sans nul doute très attentif à l'avenir que les politiques lui préparent et ne pas faire l'impasse sur les réformes institutionnelles au risque de les mécontenter et de les perdre.

Sur le plan fédéral, soit les néerlandophones et les francophones s'accordent sur un projet de réformes, soit l'avenir de la Belgique sera dès plus incertain. Mais cette réforme ne pourra, au vu des difficultés pour aboutir et de sa complexité, être finalisée au plus tôt d'ici 2 à 4 ans. Dans cette optique, les néerlandophones auront-ils la sagesse de patienter ? Au regard du communiqué de presse publié par le CD&V et la N-VA à l'issue de la présentation au Roi fin juillet du rapport des trois sages et qui énumère les 7 exigences flamandes, préalables pour eux à toute réforme institutionnelle, nous pouvons en douter.

Si notre pays à une image de marque à l'étranger, cette reconnaissance porte le nom de Belgique et de Bruxelles, et non celui de Flandre ou de Wallonie.

Avec ces deux labels, nous pourrions dès aujourd'hui, envisager un avenir serein et francophone de notre beau pays. Pas que je le souhaite, bien au contraire, mais les diktats d'une certaine Flandre deviennent insupportables et humiliants pour une majorité de francophone.

Une minorité bruyante de dirigeants flamands critiquent les francophones depuis des décennies. Et certains hommes politiques wallons les ont bien aidés. Il n'est donc pas étonnant qu'aujourd'hui la population flamande se soit radicalisée. La Belgique est actuellement l'otage d'une frange

minoritaire de la population néerlandophone et de partis politiques qui aimerait la voir disparaître au plus vite pour y substituer deux entités fédérées indépendantes. Quelles seront encore les compétences fédérales de ce nouveau modèle? Bien malin qui le sait.

Un dernier élément non négligeable est la vision à contre courant d'une Flandre replié sur elle-même dans un monde de plus en plus ouvert, où les règles du jeu doivent s'harmoniser pour une saine concurrence si nous voulons que demain le monde soit plus solidaire.

W. TASTET Juillet 2008

---

### **Le ronron suicidaire de la Sociale démocratie.**

Citoyens, Citoyennes, réveillez-vous. Dans le train des partis socialistes, nous essayons bien sûr d'aider les plus pauvres, de soutenir les victimes de la mondialisation, mais ce train ronronne sur les rails de l'ultra libéralisme. Ces rails conduisent inéluctablement à la catastrophe sociale, écologique et économique. Vous qui êtes à l'avant de ce train, ouvrez les yeux, cherchez l'aiguillage à gauche, qui pourrait être la seule chance d'amortir le choc pour les moins favorisés. Cessez de suivre stupidement le convoi de la droite qui s'approche à chaque instant du précipice et qui vous intoxique par une désinformation soigneusement orchestrée.

Vous dormez et vous rêvez :

Ronron, le réchauffement climatique, ce n'est pas si grave tant que la croissance continue.

Ronron, le prix des énergies partira en croissance exponentielle lors de la diminution de production du pétrole vers 2015, mais on trouvera autre chose.

Ronron, de plus en plus de personnes vivent sous le seuil de pauvreté, mais la mondialisation leur apportera des lendemains qui chantent.

Ronron, vous avez chacun quelques esclaves qui travaillent pour vous mais ce n'est pas grave, on ne les voit pas ils vivent à l'autre bout du monde.

**Réveillez-vous !** Prenons le problème de l'énergie, qui parle le mieux aux plus nantis. Qu'avons-nous pour remplacer le pétrole ? Les bio-carburants ? La première génération (blé, betterave, maïs) est enterrée avant d'être née pour cause de prix de la nourriture et de déforestation accélérée, la deuxième génération (plantes à croissance rapide) est un rêve de laboratoires dont la faisabilité reste douteuse et la rentabilité économique plus encore. Au mieux en deuxième génération, si ça marche, vous produirez 1% ? 10% ? de la consommation mondiale actuelle ? Avec ça, dépêchez-vous de prévoir le recyclage de tous ceux qui travaillent dans l'aéronautique et l'automobile !

Dans votre rêve vous dites hydrogène, pile à combustible ? Une pile à combustible, c'est 50 à 100 gr de platine. La simple généralisation de la PAC au marché français (soit environ 2 millions de voitures par an) suffirait à générer une demande de l'ordre de 100 à 200 tonnes/an de platine, soit à peu près la consommation mondiale annuelle de ce métal précieux. A moins d'un miracle technologique, ce seul facteur suffirait à condamner l'hydrogène à une utilisation définitivement marginale dans les transports. Son mode de production, aujourd'hui basé à 98 % sur l'utilisation d'énergies fossiles, avec dégagement de CO2, le coût énergétique de sa compression, le rendement relativement faible des piles à combustible contribuent à le condamner durablement à cette marginalité. Voir : <http://www.industrie.gouv.fr/energie/prospect/pdf/facteur4-contrib-bauquis2.pdf> .

Autres merveilleuses alternatives : les batteries électriques ou pourquoi pas l'air comprimé, cher aux objecteurs de croissance ? Dans un cas comme dans l'autre on utilise de l'électricité, qui n'est pas une énergie primaire, soit pour la stocker directement dans une batterie (bonjour le bilan

écologique) soit dans une bombonne à haute pression, avec une nouvelle perte de rendement du fait de la compression. Vous trouvez ça sérieux ?

Dans le style délirant, on peut aussi proposer pour garder sa voiture, le gazogène ou le moteur à vapeur (du charbon il en reste... temporairement), mais là vous oubliez Kyoto définitivement !

La réalité est que la voiture individuelle et l'aviation sont condamnées à devenir totalement marginales d'ici la fin du siècle, voire bien avant et ceux qui vous font croire le contraire ont intérêt à continuer à amasser un maximum de pognon avant la fin. Mais, il vous plaît sans doute de continuer à rêver. Ronron !

Avant la chute de production de l'énergie, ceux qui ont intérêt à continuer à amasser du argent et pouvoir, vont joyeusement envoyer nos jeunes faire la guerre, pour se réserver des énergies à bon compte. Je noircis le tableau à plaisir ? Mais à votre avis que font les américains, les anglais et quelques autres en Irak ? Et le pis c'est que la population, qui pour une bonne part a placé l'argent de sa pension dans des fonds privés, ne peut qu'applaudir à la défense de ses intérêts.

Je pourrais m'étendre sur les autres problèmes énergétiques, comme le nucléaire dont le risque est mal contrôlé par des organismes inféodés à l'industrie. Je pourrais parler de la fusion contrôlée, qui mérite sans doute d'y consacrer des budgets de recherche, mais dont la simple faisabilité reste à prouver. La démonstration de faisabilité est prévue au plus tôt dans une quarantaine d'années. Pour une rentabilité énergétique sur un cycle complet, depuis la construction des centrales jusqu'à leur démantèlement vous compterez cinquante ans de plus, si tant est, je le répète que ce soit industriellement faisable ce qui est très loin d'être démontré.

Mais qu'importe, après nous les mouches. Continuons le "business as usual", n'empêchons pas les citoyens de consommer, laissons-les utiliser leur voiture de société pour éluder l'impôt, privatisons les pensions pour qu'ils soient prêts à faire la guerre en croyant défendre leur pognon. Ronron.

Implorons la croissance, ce nouveau Dieu. Pour aider les plus démunis, il faut avoir quelque chose à partager. La croissance serait donc indispensable au bien-être de tous. Ça paraît tellement évident. Pour pouvoir partager une tarte il faut d'abord avoir une tarte. C'est le genre de raisonnement simple que chacun comprend et que la social-démocratie relaye sans état d'âme, sans se demander qui tient la tarte, avec qui il partage ni surtout si elle est mangeable.

Qui tient la tarte ? Ce sont les organismes financiers, fonds de pension, banques ou autres assureurs. Avec qui partagent-ils ? Avec tous ceux qui ont un peu d'argent à placer. C'est futé, ainsi quand le système se cassera la figure, et il se cassera inévitablement la figure, les dégâts seront répartis et les États comme les organismes financiers internationaux aideront bien entendu les organismes financiers et pas les petits épargnants qui n'auront qu'à se débrouiller. Vision de cauchemar encore une fois ? Vous n'avez pas entendu parler de la crise des crédits à risques ? Qui a été renfloué par l'administration américaine ? Les propriétaires qui ont perdu leur logement ? Dans la crise financière asiatique, la Banque Mondiale et le FMI ont organisé les évactions massives des fonds, au détriment de l'économie réelle et des travailleurs qui en vivent (voir Joseph E. Stiglitz, « La Grande désillusion »).

Voyons à présent si la tarte n'est pas empoisonnée. Dans quelle mesure la croissance contribue-t-elle à la satisfaction de vie ? La réponse est simple et démontrée statistiquement : il n'y a aucun rapport et, dans les cas où il semble y en avoir un, c'est une détérioration de l'indice de satisfaction qu'on observe en fonction de la croissance.

Au moins, la croissance contribue-t-elle à plus de bien-être ? Pas du tout, elle creuse l'écart entre les plus nantis et les plus démunis, pas seulement en termes financiers mais aussi, et c'est peut-être encore plus grave, en termes culturels avec tous les problèmes de marginalisation et de violence chez les moins favorisée, d'insécurité pour les nantis.

Aujourd'hui cette croissance vous permet d'acheter quoi en plus, vous les citoyens raisonnablement nantis ? Avez-vous fait le compte des achats qui ne vous rapportent rien en satisfaction de vie, qui bien souvent finissent à la déchetterie en ayant à peine servi ? Avez-vous conscience du lavage de cerveau permanent que vous fait subir la publicité ? Ce n'est plus la société de consommation qui soutient la croissance, c'est la société du gaspillage systématique de toutes les ressources.

Citoyens, Citoyennes, nous arrivons à la fin d'un cycle de civilisation. Avec la fin des énergies fossiles notre modèle technologique atteint ses limites. Lorsque je dis qu'il a atteint ses limites je ne prétends pas qu'il n'en restera rien. Ce qui sert vraiment l'homme dans notre civilisation perdurera. Comme dans toutes les périodes de décadence, car c'est bien de cela qu'il s'agit, une partie de la population vit bien et même très bien et ne prend aucunement conscience que la fin est là. Ronron !

Nous ne pouvons pas empêcher la fin d'un modèle de société qui atteint ses limites, mais nous avons le devoir, en tant que responsables et que militants de cesser de ronronner et de préparer activement cette fin, pour éviter autant que faire se peut, qu'elle se termine dans le sang.

Nous ne pouvons plus attendre pour mettre fin au gaspillage systématique des ressources naturelles. Nous ne pouvons plus suivre le train de l'ultra libéralisme qui va à la catastrophe.

La mondialisation n'est pas une faute en soi. C'est une catastrophe sociale mais aussi écologique et à terme économique, parce qu'elle représente l'archétype de la jungle ultra-libérale, uniquement guidée par le profit maximal. Même le contrôle de la libre concurrence demandé par l'OMC et parfois appliqué par Union européenne n'a qu'une efficacité tout à fait marginale face à la concentration historique des capitaux et du pouvoir. Toute considération écologique ou sociale se limite à de très rares catalogues de bonnes intentions.

C'est pour cela Camarades, qu'il faut aujourd'hui prendre l'aiguillage de gauche. Il faut en finir avec les crevettes pêchées à Ostende, épluchées au Maroc et mangées à Bruxelles, avec les 4x4 citadins et toute la civilisation du gaspillage systématique et du lavage de cerveau publicitaire. Il est peut-être temps de (re)lire Marx attentivement et de manière critique, à la lumière des dérives mondiales du capital et de l'échec de l'application locale d'une économie planifiée, sans moyens efficaces de prévision. Il est en tout cas essentiel et urgent d'encadrer l'économie dans ses dérives les plus extrêmes et de lui imposer les balises de régulation sociale, fiscale et écologique indispensables. La gauche réformatrice, au niveau mondial doit se distinguer clairement du libéralisme et à proposer aux populations une alternative à la catastrophe annoncée, sous peine de disparaître.

La voie vers une nouvelle qualité de vie plus conviviale, moins trépidante, vers plus d'égalité, plus de fraternité, plus de culture et moins de gaspillage, existe. Cette voie part à gauche. Ayons le courage de basculer l'aiguillage, avant de tomber dans le précipice !

J.-P. WAUTERS